



Il faut responsabiliser les bénéficiaires de l'aide

Peter Heller rappelle («Pour une aide efficace», septembre 2005) certains des grands défis auxquels sont confrontés les organismes d'aide et les pays bénéficiaires. Il observe à juste titre qu'il reste beaucoup à faire pour que les programmes d'aide produisent des résultats tangibles. Pourtant, il mentionne à peine un autre défi important : celui qui consiste à faire en sorte que les destinataires de l'aide soient suffisamment motivés pour travailler avec les organismes d'aide. Dans nombre de programmes, il n'y a toujours rien pour inciter les bénéficiaires — en particulier les organismes nationaux — à garantir que l'aide parviendra bien à ses destinataires finals. Si les principaux fonctionnaires concernés étaient rémunérés en fonction de la manière dont ils appliquent les programmes d'aide, d'énormes progrès pourraient être accomplis dans ce sens. On ne demande pas assez de compte aux pays bénéficiaires. Si un programme échoue, ils sont assurés qu'un autre prendra sa place, inexorablement. Pourquoi cela ? À cause d'une concurrence malsaine entre donateurs.

Il faut se féliciter de l'importance accordée désormais à l'internalisation des programmes d'aide depuis que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) sont devenus la clé de voûte des programmes de la Banque mondiale et du FMI. Pourtant, en réalité, ce sont les agents des institutions multilatérales et leurs consultants qui rédigent l'essentiel de ces documents et demandent ensuite aux gouvernements et aux représentants de la société civile du pays bénéficiaire d'y apposer leur signature. Résultat : la véritable internalisation reste limitée. Enfin, les sanctions pour non-respect des règles du programme d'aide et de déclaration vont rarement au-delà de la suspension temporaire de l'aide. La concurrence entre donateurs a tôt fait de reléguer ces sanctions aux oubliettes. Il faudrait non seulement imposer des sanctions spécifiques au niveau national, mais aussi agir sur la rémunération des principaux fonctionnaires responsables dans les pays bénéficiaires.

Lucien Peters

Expert de finances publiques

Office statistique des Communautés européennes, Luxembourg

Pourquoi ne pas limiter les nouveaux emprunts ?

Selon Raghuram Rajan («Allègement de la dette et croissance», juin 2005), l'allègement de dette est utile, mais ce n'est pas une panacée. Il est préférable, dit-il, que le pays reçoive des ressources «additionnelles» (nouvelles) plutôt qu'un allègement de sa dette. Son raisonnement est le suivant : il devrait être égal à un pays qui verse 100 millions de dollars par an pour le service de sa dette de recevoir 200 millions de nouveaux prêts sans remise de dette ou une remise de dette de 100 millions plus 100 millions de nouveaux prêts. Les entrées annuelles nettes restent au même niveau ; seul l'encours des engagements change.

Qu'il me soit permis de ne pas être d'accord. Si le pays ne peut pas rembourser sa dette, pourquoi lui accorder de nouveaux prêts pour rembourser la dette existante ? Cela revient à un système pyramidal Ponzi, le but étant, semble-t-il, de sauver les apparences sur les bilans des institutions multilatérales. Dans l'exemple susmentionné, même si un nouveau prêt de 100 millions peut permettre au pays d'accroître ses dépenses

budgétaires (pour réduire la pauvreté, par exemple), l'obligation de payer le service de la dette ne disparaît pas pour autant. Par conséquent, une remise de dette de 100 millions de dollars n'est pas la même chose qu'un nouveau prêt de 100 millions, car celui-ci alourdira l'encours de la dette s'il sert à accroître les dépenses budgétaires, ce qui est le plus probable.

Je suis entièrement d'accord avec M. Rajan lorsqu'il affirme que la remise de dette ne peut à elle seule accélérer la croissance. Mais le surendettement demeure un gros problème pour nombre de pays pauvres. L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, qui devait régler définitivement le problème de l'endettement, vient d'être complétée par l'initiative du G-8 à Gleneagles. Il est à prévoir que ces initiatives soient suivies par d'autres. Au lieu d'accroître les flux nets comme le préconise M. Rajan, il serait donc peut-être plus judicieux d'imposer une limite aux nouveaux emprunts des pays pauvres par le biais d'une règle budgétaire.

Jean-Pierre Dumas

Économiste et consultant, France

Repenser l'aide

Selon Steven Radelet, Michael Clemens et Rikhil Bhavnani («Aide et croissance», septembre 2005), s'il est normal que l'aide «à effet rapide» ait un impact positif et significatif sur la croissance, l'aide à caractère humanitaire, institutionnel et de développement n'a pas un effet aussi immédiat. Leur étude constitue un apport crédible au débat de fond sur les effets de l'aide au développement. Sa publication coïncide avec le sommet à Gleneagles des pays du G-8, qui se sont engagés à accroître l'aide de 50 milliards de dollars. Cependant, cette augmentation ne saurait être une panacée pour la pauvreté. Elle ne peut être qu'une première pièce du puzzle du vaste chantier de réforme nécessaire pour assurer la croissance et le recul de la pauvreté. À ce jour, l'aide au développement n'a pas réussi à relever suffisamment la croissance pour réduire la pauvreté de façon significative, et les indicateurs de pauvreté, de santé et d'éducation sont décevants, voire alarmants, surtout en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord. Avouons-le : cette pauvreté est la source première du terrorisme international, de l'exclusion sociale, des problèmes de drogue et de l'immigration clandestine.

La vraie question est celle de savoir pourquoi l'aide (dons et prêts) n'arrive pas à assurer la croissance dans la majorité des pays en développement. Quels sont les goulets d'étranglement qui empêchent l'aide de promouvoir le développement ? La croissance est un problème multidimensionnel faisant intervenir des facteurs économiques (investissement, épargne, politiques budgétaire et monétaire, douanes) et non économiques (institutionnels, politiques et sociaux). Pour faciliter la croissance, il faudrait repenser la politique d'aide selon une approche plus intégrée. Pour leur part, les pays en développement doivent moderniser leurs institutions, combattre la corruption, mettre en place une politique budgétaire rationnelle et bien maîtriser la volatilité des flux d'aide. À défaut, toute aide au développement ne sera rien d'autre qu'un effort peu convaincant.

Hicham Houari

Ministère des finances et de la privatisation

Maroc